

Questions orales
LES AÉROPORTS

L'AMÉLIORATION DES INSTALLATIONS À MOUNT HOPE—LE
MAINTIEN DES SERVICES DE NORDAIR

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. J'aurais une dernière question . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Scott (Hamilton-Wentworth): . . . au sujet des plans futurs de l'aéroport de Mount Hope avant que le Parlement n'ajourne ses travaux.

Une voix: C'est à Hamilton.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Le ministre voudrait-il nous dire quand il pourra annoncer une décision à ce sujet, décision qui concerne de très près toute la région de Hamilton-Niagara-Brantford. Et avant qu'il me réponde «bientôt», voudrait-il nous dire ce que bientôt signifie?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, je suis certain que mon collègue, quand il est rentré chez lui, a noté les améliorations apportées à l'aéroport de Hamilton. Les pistes ont été recouvertes et je suppose que le ministre atterrit maintenant avec plus de douceur.

Pour ce qui est du programme général concernant Hamilton, il fait l'objet d'une étude dans le contexte global des crédits affectés aux aéroports. J'espère que j'aurai des nouvelles pour lui à notre retour cet automne.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, je me réjouis que le ministre me confirme qu'on a aménagé des pistes à l'aéroport de Mount Hope. Cependant, je voudrais bien savoir si le ministre peut me confirmer que le premier usager de l'aéroport municipal de Hamilton, la Nordair, a été vendu à Québécois, et peut-il assurer à la population de Hamilton que rien ne sera changé aux services de Nordair.

M. Pepin: Madame le Président, je suis certain qu'aucun acquéreur ne voudrait renoncer au privilège et à l'avantage de desservir Hamilton. Mais je vais quand même m'en assurer avant que la transaction ne soit faite.

VICTORIA—L'INSTALLATION D'UN RADAR

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Madame le Président, ma question s'adresse aussi au ministre des Transports. Le ministre sait-il qu'au cours des 13 derniers mois, 19 accidents ont été évités de justesse à un aéroport non doté de radar, chose qui n'aurait pas eu lieu si l'aéroport était doté d'un tel appareil?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, cet après-midi, comme cela arrive parfois, on nous rappelle que les aéroports canadiens ont besoin de matériel, de pistes d'atterrissage, de terminaux et le reste. Nous

essayons de satisfaire la plupart de ces besoins tout en vivant selon nos moyens.

Pour ce qui est du radar à l'aéroport de Victoria, comme je l'ai dit dans une lettre à mon collègue, c'est dans notre programme. Nous ne croyons pas que la situation actuelle soit une source de dangers. Peut-être le député n'est-il pas d'accord. Mais nous songeons déjà à doter Victoria de ces équipements.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Madame le Président, manifestement, le ministre ignore que, deux jours de suite, à l'atterrissage, un petit avion a rencontré, sur sa trajectoire de vol, des parachutistes dont la présence n'avait pas été annoncée à la tour de contrôle ni au pilote de l'appareil.

Une voix: C'étaient des candidats libéraux.

Une voix: C'était Mackasey.

M. Hees: C'étaient nos fameux jumeaux.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Une autre fois, le pilote a dû éviter une trentaine de parachutistes. Il s'agissait de parachutistes américains qui se trouvaient sur la trajectoire de vol, dans la zone surveillée par la tour de contrôle. Cela va-t-il enfin convaincre le ministre qu'il devient urgent d'installer un radar à l'aéroport international de Victoria.

M. Pepin: Non, madame le Président. Je sais que deux accidents ont failli se produire ces jours derniers, l'un à Victoria et l'autre à Vancouver. J'ai vérifié ce matin, et le ministère des Transports mène enquête comme c'est l'usage en pareil cas.

* * *

LA CONSTITUTION

LA PARTICIPATION DES AUTOCHTONES AUX DISCUSSIONS

L'hon. Jake Epp (Provencher): Madame le Président, je voudrais poser ma question au premier ministre. Comme le gouvernement a reçu de nombreuses instances de divers groupes autochtones, de la FFHQ et d'autres organismes qui désirent participer pour de bon aux pourparlers constitutionnels, le gouvernement a-t-il décidé des mesures à prendre pour que ce genre de groupes puissent faire entendre leurs vues?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député se souviendra qu'à la suite de notre réunion du 9 juin avec les premiers ministres, j'ai dit à la Chambre que j'avais proposé une tribune plus vaste, comme celle qu'a suggérée mon ami, le chef du NPD.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Est-il toujours votre ami?

M. Trudeau: Oui, mais j'use ma salive pour rien. Il n'écoute même pas.

Des voix: Oh, oh!